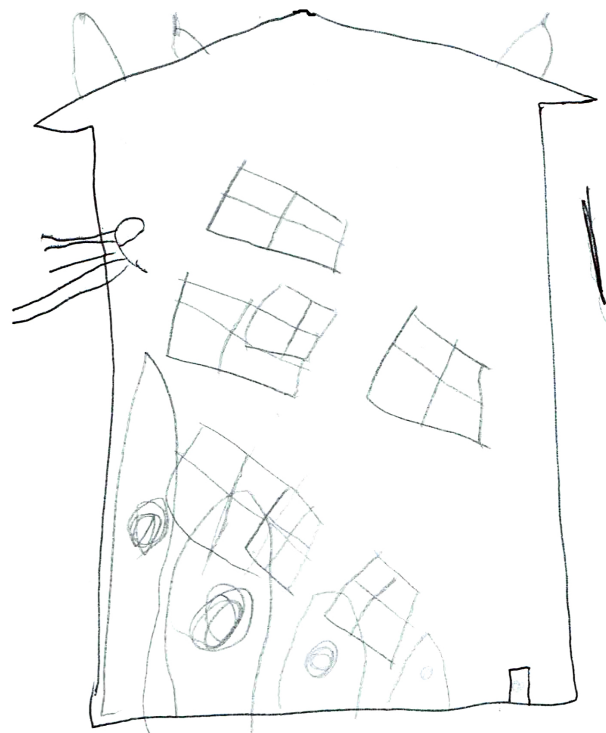


QUI LAISSERAIT DES ENFANTS BLANCS CREVER DANS LES FLAMMES ?

On va pas vous mentir.
Y a le feu.
Au sens propre, cette fois.

Numéro 75. Rue de la glacière. 31200 TOULOUSE. Vous vous souvenez ? Là pourrissent depuis un an et demi les enfants de la Françafrique, abandonnés par l'État et le département de la Haute-Garonne. Depuis la réquisition de cet hôtel abandonné par 35 jeunes mineurs isolés étrangers en octobre 2017, des centaines d'autres jeunes sont passés par le squat. Squat-foyer, squat-école, squat-refuge, squat-permanence juridique, squat-musique, squat-drames, squat-sourires et squat-rencontres aussi. Entre ces murs-là, ils ont trouvé une maison.

Le squat, pour eux, c'est malheureusement un passage obligé. Au jeu pas du tout marrant de la protection de l'enfance, après la case DDAEOMIE, il y a trop souvent la case trottoir. Le problème, c'est que les jeunes ne savent pas que les dés sont pipés d'avance par l'arbitre, le département. Ces gamins sont trop matures, trop réfléchis, trop bon en maths, pas assez tristes, passent trop bien l'éponge sur la table après avoir mangé, ont trop de plis sur leurs visages, pas assez d'acné, des fringues trop propres, les os trop épais, trop de poils et, surtout, surtout, la peau un tout petit trop foncée... Tous les arguments pourris sont bons pour le département et pour l'État, tant que ça fait un jeune de moins dont il faut s'occuper. Ça coûte de l'argent, un jeune. Ça crie. Ça pense. Ça doit construire un avenir. Trop cher, alors avant de passer par la case « futur », merci de bien vouloir passer votre tour dans la rue, le caniveau en guise d'oreiller.



Au jeu pas très drôle de la protection de l'enfance, la case d'arrivée, c'est le foyer. Et le gros lot de l'espoir qui va avec. Mais avant, les tous petits pions insignifiants que sont les mineurs isolés étrangers errent en cherchant la sortie du labyrinthe. Ils ne connaissent pas les règles du jeu, les éducateurs-flics du DDAEOMIE se gardent bien de les leur expliquer. **Les jeunes ne savent pas qu'ils ont des droits.** Et sur la case Autonomie, cette petite case de pirates, on se bat et fait valoir leur faculté à exister.

Numéro 75. Rue de la glacière. Un hôtel, un réseau d'hébergeant.es, des avocat.es, des militant.es cramées jusqu'à la moelle. Plus d'une centaine de jeunes ont trouvé refuge là-bas. Les jeunes foutus à la rue par le **DDAEOMIE** sont si nombreux que certains d'entre eux ont installé leur matelas en-bas, au rez-de-chaussée, là où se trouvait auparavant... les frigos à viande. Juste, imaginez. 75 jeunes qui vivent en permanence au bâtiment.

Et 27 autres, scolarisés la semaine, qui reviennent le temps du week-end. Il y a un peu plus d'une vingtaine de chambres. On n'aime pas les calculs, surtout que les types dans les bureaux les considèrent déjà assez comme des têtes de pipe à expulser, alors on vous laisse compter. De toute façon, le bâtiment est plein à craquer. Ouais, on disait déjà ça il y a 6 mois, il y a un an. **Mais jusqu'ici, la boîte à outils de la solidarité suffisait à boucher les trous et à tenir.**



Maintenant, fini de jouer. Depuis quelques semaines, **plusieurs départs de feu ont eu lieu à l'hôtel. Le chauffage central ni l'eau chaude ne fonctionne plus depuis longtemps. Il n'y pas de cuisine viable. Alors, trop de plaques électriques et de chauffages d'appoint sont branchés et rebranchés sur les prises. Les plombs ont cramé plusieurs fois. Au-dessus de la tête des jeunes, dans chaque chambre, ce ne sont pas des étoiles en plastique qui brillent dans la nuit mais des mouches qui bourdonnent, des blattes qui creusent les matelas et des champignons qui croissent dans l'humidité ambiante. Des fuites d'eau, partout. Le bâtiment, c'est du gruyère. Les siffons des salles de bain du deuxième étage, complètement bouchés, débordent et laissent fuir des litres d'eau qui gouttent entre les cloisons, du premier étage jusqu'à la grande salle de cours, tout en bas. Les profs bénévoles donnent leurs leçons sur le trottoir de la rue de la glacière. Les jeunes étaient**

déjà passés par cette case-là et voilà qu'ils y retournent, leurs cahiers sous le bras. Après l'exil forcé, le désert, la Lybie et ses horreurs, après les « pirogues sur l'eau » comme ils disent, après l'Italie ou l'Espagne, après les voyages l'estomac troué par la peur, après les questions policières des éducs-policiers, après la porte du DDAEOMIE qui claque, après le bon auchan à 10 balles et les larmes au goût amer, les cours de français sur le macadam.

On ne va pas vous mentir. On a peur. Pour de vrai. **Le squat est devenu dangereux pour les jeunes. À tout moment, un incendie risque de se déclarer. Qu'est-ce qui se passera sur des flammes naissent et grandissent au coeur de la nuit, alors que tout le monde dort ou somnole ? Qui, militante ou pas, pourrait les laisser là-dedans, dans ce squat qui menace de devenir un véritable enfer ? On passe notre vie à se battre pour la valeur de leurs vies, des vies qui, dans les lois et dans les pratiques des autorités, valent déjà bien moins que des vies d'enfants blancs. Qui laisserait des enfants blancs crever dans les flammes ? Mais surtout, qui laisserait crever des enfants blancs dehors, dans le caniveau, dans le désert de bitume gris qu'est la ville rose ?**



La situation est tellement grave qu'on a alerté la Mairie, gestionnaire du bâtiment depuis le dernier procès contre l'EPFL de Toulouse métropole. Prenant la mesure du danger, elle a lancé des expertises et des travaux sont à l'étude pour éteindre le feu imminent. Des

réflexions sont également en cours quant à une possible réhabilitation du bâtiment qui serait plus que bienvenue. Mais en attendant, le bâtiment surpeuplé s'use de plus en plus vite. La Mairie peut changer des câbles et des boîtiers avec la meilleure des volontés, boucher les trous pour retarder le naufrage.

Mais pour combien de temps? Il ne faut pas non perdre de vue que cette situation satisfait grandement le Conseil départemental qui devrait, en toute logique, assurer la prise en charge des jeunes y compris durant le temps des recours mais s'en lave les mains en déchargeant sa responsabilité sur d'autres. Les jeunes le disent eux mêmes, ce n'est pas l'eau chaude et de chauffage dont ils ont besoin, mais d'être placés au foyer et d'aller à l'école. Et surtout, ils ne sont pas venus en France pour mourir dans l'indifférence .

Alors voilà ce qu'on veut faire, et on a besoin de vous pour y arriver : on veut hacker le jeu. Siffler la fin de la partie, pour de bon. Des victoires, y en a déjà eu. Le son du tam-tam a déjà résonné pendant des journées entières dans les oreilles de la police et des juges.
IL FAUT SORTIR LES JEUNES DE LÀ.



Qui serait responsable en cas d'incendie dans le bâtiment ? Qui serait responsable si des jeunes devaient perdre la vie, asphyxiés dans les vapeurs noires, plus noir que l'encre qui écrit les arrêtés ministériels racistes et les évaluations de minorités bidons, plus noirs encore que leur peau d'adolescents africains ?

À qui la faute ? Aux militant.es qui les aident ? Aux voisins qui les laissent vivre dans l'hôtel abandonné ? À personne, puisque **de toute façon ils ne sont les enfants de personne ?**

On va être très clair. C'est le département et l'État qui seraient responsables d'un tel drame. C'est à eux qu'il revient de prendre en charge ces enfants plus que jamais en danger. Neuf jeunes sur dix gagnent "leur recours" contre le DDAEOMIE auprès des juges des enfants. Pendant le temps de la procédure judiciaire, ils pourrissent au squat, perdant des heures, des mois, des années pendant lesquelles ils auraient pu aller au lycée, et faire tant d'autres choses encore, vivre quoi. Mais non. Les départements de France, pays des droits de l'Homme Blanc, laissent quelques enragées faire le boulot à leur place. Ils tolèrent quelques enragées qui pourraient laisser cramer un bâtiment avec plus d'une centaines de jeunes dedans... Nous refusons de subir cela. Nos nuits sont déjà assez courtes. Il n'est pas question que ça soit aussi facile pour eux. **C'EST LEUR FAUTE.**

C'est leur honte. Il n'y a qu'une voie possible : que le département fasse son taf, pour une fois. Qu'il prenne en charge ces mineurs isolés. Qu'il fasse ce pour quoi on paye des impôts. **Qu'il respecte la charte internationale des droits de l'enfant, signée par l'État français.**

Numéro 75. Rue de la glacière. 31200 TOULOUSE. Tout le monde connaît l'adresse maintenant. Des lettres et des chiffres synonymes d'espoir. Des murs bien solides pour abriter leurs nuits. **De quoi seront faits leurs lendemains ?**

Il reste une bataille à mener. Faisons perdre l'équipe de tricheurs qui se tient en face.

Une vie est une vie...

En vrai, on préfère les flammes de la révolte.